

## **L'INSULTE FAITE A... L'EUROPE SOCIALE...**

Le tohu-bohu savamment orchestré à propos de la fermeture par Renault d'une usine en Belgique ressemble de plus en plus à une «*bataille de nègres dans un tunnel*». A la vérité, ces mesures découlent directement de la politique de rigueur instaurée en 1982 par le gouvernement P.S.-P.C.F. Dans ces conditions, comment s'étonner qu'elles soient mises en oeuvre par Monsieur Schweitzer, ancien chef de cabinet de Fabius, devenu, par la grâce du St-Esprit, P.D.G. de Renault.

Selon *Le Monde*, «*les syndicats C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.*», réunis sous les auspices de la *Fédération Européenne de la Métallurgie*, auraient décidé de «*mettre l'accent sur l'insulte faite à l'Europe Sociale*».

Si les mots ont un sens, ce que ces curieux syndicalistes dénoncent, ce n'est pas la politique mise en oeuvre par la trop célèbre «*Commission Européenne*» qui conduit des milliers d'hommes au chômage à la déchéance et à la mort, mais une dérisoire «*insulte au droit social européen*».

Mais de quel droit s'agit-il? Qu'est-ce que ce prétendu droit social européen censé remplacer notre «*droit du travail*», si ce n'est une machine de guerre au service des objectifs de l'Europe vaticane et totalitaire.

En réalité, tout le cinéma monté par les pseudos «*syndicalistes européens*», n'est que poudre aux yeux, destinée à faire avaler la pilule aux travailleurs dont on s'étonnera qu'ils se tournent, parfois, vers «*l'extrême droite*», tant honnie mais, pourtant, si nécessaire! (Pour justifier l'Union Nationale Juppé/Jospin/Hue).

Pendant ce temps là, en France, les préfets nomment d'autorité les responsables syndicaux dans des comités du propagande pour l'Euro dont, rappelons-le, les responsables de la Bundesbank (des orfèvres en la matière) disent: «*que l'Euro sera un instrument pour abaisser le coût du travail... que «l'union monétaire suppose une plus grande flexibilité du marché du travail, puisque l'emploi et les salaires seront les seules variables d'ajustement qui resteront aux pays membres lorsqu'ils auront perdu la possibilité de dévaluer*».

On ne peut être plus clair, les travailleurs de l'automobile sont, avec d'autres, les victimes de la «*variable*» emploi.

Mais peut-on s'en étonner, le 15 mars 1953, Pie XII s'adressant au Collège d'Europe, annonçait la couleur: «*Sacrifices exigés: On reconnaît sans peine que des concessions sérieuses seront exigées de tous les partenaires d'une Europe unie. Transfert d'industries, réadaptation de la main d'œuvre, fluctuations et difficultés locales dans tel ou tel secteur de la production; voilà quelques unes des éventualités auxquelles devront faire face les gouvernements et les peuples. Ces malaises peuvent être passagers, mais aussi durables... Il faudra donc faire admettre des renoncements, peut-être permanents, par l'opinion publique de chaque nation... Il faut donc, dès le départ, s'en persuader: la perspective de profits matériels ne garantira pas la volonté de sacrifices indispensables à la réussite. Tôt ou tard, elle se révélera illusoire et trompeuse...*».

Telle est la logique de l'Europe des traités de Rome et Maastricht, et les hommes politiques, et les syndicalistes qui prétendent le contraire, ne sont que des valets du grand capital et des ennemis de la classe ouvrière qu'il faudra bien finir par traiter comme tels.

**Alexandre HÉBERT.**

Préfiguration de l'Union Sacrée: Les subsidiaires syndicaux belges de la «*Commission Européenne*» organisent le 16 mars une manifestation nationale pour l'emploi (oui...oui!) qui devrait rassembler 100.000 personnes. *Le Monde* du 12 Mars nous apprend que: «*Lionel Jospin (PS), Robert Hue (PCF), Louis Viannet (CGT), Nicole Notat (CFDT), Marc Blondel (FO) et Alain Deleu (CFTC) ont annoncé leur participation*». Il ne manque plus que Juppé, lui aussi, fervent partisan de «*l'emploi*».

# DU CLONAGE DE LA C.G.T....

## Le «*Catholicisme Social*»

L'utilisation régaliennne de la religion par le Vatican ne date pas d'hier. Après avoir régné sans partage pendant des siècles, la révolution française a mis fin à certaines des prérogatives des curés et autres évêques, archevêques. Plus tard, les travailleurs se sont organisés en ligues, partis, puis en syndicats. La représentation des travailleurs par une confédération syndicale libre et indépendante fait courir de grands risques à l'idéologie chrétienne. En effet, admettre ceci revient à reconnaître la lutte des classes et partant, les intérêts contradictoires de la bourgeoisie/patronat et des travailleurs. Et ceci s'oppose violemment au concept chrétien de la communauté dans laquelle tout le monde a les mêmes intérêts. Le Vatican a tout intérêt à miner cette représentation propre des travailleurs. Il va donc s'efforcer de cloner la C.G.T. en syndicat chrétien, pour ensuite se servir des syndicats autonomes qu'ils (les néocléricaux du P.S.) et les staliniens mal déstalinisés ont créés pour arriver au corporatisme néofasciste, y compris les S.A.

Le Vatican et son représentant Le Pape a donc promulgué en 1891 l'Encyclique *Rerum Novarum* précisant le catholicisme social, machine de guerre contre les salariés.

## La C.F.T.C.

Après les tentatives infructueuses des *Sillon* et autres, les ensoutanés ont décidé de créer une forme de syndicalisme servant leurs intérêts. Celle-ci s'est faite en France en 1919, période d'immédiat après-guerre qui, chacun le sait, contient en germe des mouvements révolutionnaires. Dès sa création, la C.F.T.C. a donc participé à un mouvement contre-révolutionnaire dans l'esprit et contre les salariés dans les actes. La C.G.T., elle, se scindait, se réunifiait, pour arriver à la scission de 1948, donnant naissance à la C.G.T.F.O., en réaction à la main mise de l'appareil stalinien sur la C.G.T.

## La C.F.D.T.

La réponse du Vatican à cette préservation du syndicalisme libre s'est fait attendre mais elle est venue en 1964: «*Nous aussi, on va faire dans le syndicalisme libre, on se déconfessionnalise*» et boum, voilà la C.F.D.T. Quelle est la revendication principale de ce syndicat déconfessionnalisé? Reprendre comme mot d'ordre le principe sacro-saint de l'obscurantisme chrétien: le communautarisme. En effet, qu'est-ce d'autre que le communautarisme que l'Autogestion (le A majuscule prétend représenter l'autogestion comme solution évidente, comme vérité première en quelque sorte)?

L'Autogestion n'implique-t-elle pas en régime capitaliste la cogestion, soit une sorte de conseil d'administration des usines intégrant les syndicats et induisant le fait que tous ceux qui y siègent ont les mêmes intérêts, patrons comme ouvriers. Passe 1968 et l'échec de l'organisation dictatoriale que voulaient imposer les pseudo-révolutionnaires. Dictatoriale car quand on en est aux mots d'ordres contre le cercle oppressant et autoritaire que serait l'école laïque (si tu vois un enseignant blessé à terre, achève-le!), on ne peut douter des arrière-pensées des dirigeants. Arrêtons-nous un instant ici pour regarder du côté de l'autonomie.

## L'Autonomie

Avec la scission C.G.T./C.G.T.F.O., le syndicalisme enseignant est sorti des confédérations. La F.E.N. allait seule, mais avait dans ses statuts: «Dès que les deux confédérations seront réunies, nous rentrerons dans le giron». Cette citation est devenue intolérable aux dirigeants néocléricaux P.S. de la F.E.N. Ils font tant et si bien, avec l'appui du P.C.F., que la F.E.N. explose et que les syndicats enseignants s'enferment résolument dans l'Autonomie en créant contre les confédérations: la F.S.U. De son côté, la F.E.N. annonce la couleur et adhère à l'*Union Nationale des Syndicats Autonomes*.

Ils ont donc créé les syndicats autonomes alors que la C.F.D.T. tient à bout de bras le gouvernement Juppé.

## Les SUD

Voici l'état des lieux au milieu des années 90. Cela est-il suffisant pour le traité de Maastricht? Cela est-il suffisant pour le Vatican? La structure syndicale française est-elle bien adaptée au corporatisme que veut installer le F.M.I. et ses subsidiaires? Non, même la C.F.D.T., par sa structure confédérale ne cadre pas. Il faut aller plus loin dans le démantèlement: créer un syndicat sur des bases chrétiennes et autonomes au possible. Chrétien car la religion permet de maintenir les travailleurs dans l'oppression, l'autonomie pour

coller le mieux possible au corporatisme. Ainsi sont apparus ex-nihilo les SUD. Que sont les SUD: des syndicats qui pratiquent la charité (lutte contre l'exclusion et manifestent avec les Aubry, Gaillot, et consorts) qui sont adeptes d'un corporatisme forcené (les SUD sont indépendants).

Nous pouvons préciser qu'ils sont pour l'enseignement de toutes les religions à l'école contre la laïcité (dixit un responsable local SUD/enseignement), contre la C.G.T.F.O. en particulier (localement toujours, ils font courir le bruit que les syndicats de l'enseignement F.O. sont payés par le *Front National*). En somme, ils sont tout ce que désire le Pape et l'*Union Européenne*. Ils participent à l'organisation des chômeurs contre ceux qui ont un emploi (par AC!, AGIR). Ils sont majoritairement constitués d'anciens CFDTistes de gauche, type soixante huitard doublé d'autogestionnaires patentés, bien qu'une frange de la F.S.U. soit intégrée au processus. On notera que leurs manifestations se font en partie avec les militants du P.C.F. type Hue. On retrouve ici la collusion P.C.F./S.A. déjà effectuée dans les années trente à Berlin. En résumé, ce sont les sections d'assaut de Rome et de Bruxelles. Alors, *Solidaires, Unitaires et Démocratiques*, exact, mais *Solidaires* du Vatican, de l'UE et du FMI. *Unitaires* comme communautaire. *Démocratiques* comme était socialiste le NSDAP

Christian PIERRALI

---

## LA GAUCHE RESPECTUEUSE ...DE VICHY

Il est probable que je vais me faire traiter de niais ignare, mais n'ayant jamais connu l'information entendue le lundi 3 février, entre 9 et 10 heures, sur *France-Inter*, je m'empresse d'en faire part à tous ceux qui, eux non plus, ne la connaissaient pas. Le scénario est assez kafkaïen.

Lors de sa sortie en 1955, le film d'Alain Resnais, «*Nuit et Brouillard*», a été interdit par la censure. La raison invoquée par l'honorable commission montre la conscience professionnelle de ses membres, ainsi que leur souci de la paix sociale par cet oubli du passé que, 30 ans plus tard, prônait toujours François Mitterrand quand (comme il l'a reconnu publiquement) il faisait pression sur les magistrats pour freiner les actions en justice entreprises notamment contre Bousquet et Papon.

Resnais utilisait des actualités de 1943 montrant le camp d'internement de Pithiviers, où des israélites étaient rassemblés pour être envoyés à Drancy, dernière étape avant leur départ définitif vers l'est. Sur un plan apparaissait un képi de gendarme, cette non moins honorable corporation ayant participé à l'opération avec tout le zèle dont on la sait capable.

Les censeurs n'ont pas voulu que cette indignité soit montrée au public. Ils ont demandé à Resnais de supprimer le plan incriminé et incriminant.

A cette époque existait un groupe de lutte contre les censures qui a proposé à Resnais de s'occuper de l'affaire. Comme cela se passait vers la fin de l'année 1955, Resnais, confiant, leur aurait répondu que les élections allaient avoir lieu, que le *Front Républicain* (dont Mendès-France était une des «*locomotives*» - NDLR) l'emporterait et qu'il n'y aurait donc plus de problème.

Les élections ont eu lieu. Le *Front Républicain* l'a emporté. La commission de censure s'est saisie à nouveau du cas de «*Nuit et Brouillard*». Elle a décidé que, la gendarmerie défendant glorieusement l'ordre et la civilisation dans les Aurès, il n'était pas question de la laisser insulter par un képi superfétatoire. Elle a réitéré sa demande de couper le plan déplaisant. Resnais a alors accédé à cette demande. Probablement qu'assaisonné à une sauce «*de gauche*», son chapeau avait meilleur goût.

Une trentaine d'années plus tard, l'un des deux bouffons de Dieu, Jack Lang, était Ministre de l'Instruction Publique. Il décida de faire tirer plusieurs milliers de vidéocassettes reproduisant «*Nuit et Brouillard*» pour l'édification des jeunes générations. De très mauvaises langues prétendent que c'est la version censurée, celle allégée du képi dénonciateur, qui a été distribuée dans les lycées et collèges. Si un camarade enseignant peut éclairer notre lanterne..

Marc PRÉVÔTEL.

# MITTERRAND, MERCI POUR LES PATRONS...

«L'état de grâce» étant mort depuis longtemps, il ne restait plus aux derniers fidèles qu'à se confondre en «actions de grâce» pour commémorer le premier anniversaire de la mort de Dieu, alias Tonton, Mitterrand pour l'état civil.

Pendant ce temps, la classe ouvrière continue à payer le prix du slogan électoral mitterrandien de 1981: «changer la vie».

Les économistes calculent même aujourd'hui la facture du changement, ou plus précisément le montant du pillage du travail: entre 1982 et 1994 l'écart entre les gains de productivité et l'augmentation des salaires réels s'est creusé de 40 points, au profit des patrons et de ceux qui spéculent sur leurs activités économiques.

C'est ce que démontrent avec la plus grande clarté, ce passage et ce graphique du mensuel «*Liaisons Sociales de janvier 97*» qui n'est pas réputé avoir une hostilité particulière pour le président défunt et pour ses acolytes et qui ne cherche pas forcément à leur faire porter la responsabilité de cette évolution, il faut dire que Chirac poursuit la même politique et que Juppé est aussi inféodé que Delors à la Commission de Bruxelles, aux banques centrales et au F.M.I.:

«... jusqu'au premier choc pétrolier, la formation du partage entre les salaires et les profits se déroulait en parallèle. C'est juste après 1974 que le mouvement des prix relatifs - c'est-à-dire la différence entre l'évolution des prix à la consommation et les prix de la valeur ajoutée - penche en faveur des salaires et donc au détriment des profits. Ce mouvement se poursuit jusqu'en 1979, année du deuxième choc pétrolier, quand on observe une première inflexion dans la progression réelle des salaires.

Ce ralentissement net des salaires est dû notamment à la pression qu'exerce la montée du chômage: en 1980, le taux atteint 7% de la population active. Car la hausse du coût salarial réel se poursuit, à cause de l'augmentation des cotisations sociales à la charge de l'employeur. Ce n'est qu'à partir de 1982 que le coût salarial augmente moins vite que la productivité du travail et que la part des profits dans la valeur ajoutée commence à se redresser. Puis, en 1985, lors du contre-choc pétrolier, le coût salarial se met à baisser, alors que la productivité continue de croître. Ainsi, à dix ans de distance, le retournement s'est clairement opéré...».

Jean-Pierre PERCHÉ.

---

## DANS LE CANARD ENCHAÎNÉ DU 5 MARS 97:

«Ah!, qu'en termes galants...» on lit dans «Le Monde» (4/3): «Le stock des retraités augmentera d'environ 350.000 personnes par an à partir de 2007 (...).»

*Stock: quantité de marchandises en réserve (Dictionnaire Robert).*

Jérôme Canard.

Jérôme Canard semble surpris (et probablement indigné) qu'on parle des retraités en termes de «stock». Mais, à la vérité, on ne voit pas pourquoi les retraités seraient mieux considérés que les travailleurs en activité qui ne relève plus de la catégorie «personnel» mais des «ressources humaines» dont la «gestion» est assurée par des D.R.H. (*Directeurs des Ressources Humaines*). Ce qui ne semble ni surprendre et encore moins indigner les «humanistes» des partis politiques...et des syndicats!!!

A.H.

# DU NOUVEAU EN ZOOLOGIE: LE PHTIRIUS PUBIS HUMANITAIRE EXISTE...

Dans la biosphère, deux types de transmission d'énergie entre organismes vivants sont dominants: la prédation qui met en jeu des systèmes proie-prédateur, et le parasitisme qui met en jeu des systèmes hôte-parasite. Dans les deux cas, un organisme se nourrit aux dépens d'un autre.

Dans le système hôte-parasite même, il y a plusieurs catégories: les hôtes qui passent de temps en temps et ceux qui s'installent, ce sont les ectoparasites qui s'accrochent toute leur vie sur la peau de leur hôte.

Chez les ectoparasites, le phtirius pubis est réputé pour avoir l'appareil d'accrochage le plus perfectionné et pour la spécialisation poussée de son appareil buccal hématophage.

Il n'y a jusque là rien de nouveau. Il vous suffit de feuilleter vos prospectus sur l'hygiène corporelle et vous constaterez qu'il ne s'agit en fait que de ce que tout le monde connaît sous le nom de *«morpion»*.

Et BEBEAR, vous connaissez? C'est le patron de la Compagnie d'Assurance AXA, celui qui gagne 700.000 frs par mois (nouveaux évidemment) et qui a inventé le chèque syndical pour faire vivre la C.F.D.T. dans sa compagnie et éventuellement ailleurs. Ce Monsieur a commis en octobre 1995, dans un numéro spécial consacré à *«la protection sociale demain»* de la très sérieuse revue *Droit Social* dirigée par le professeur Jean Jacques Dupeyroux, un article intitulé *«pour un changement radical du système»*. Article dans lequel il déclare d'entrée que *«il n'est pas rare que le parasitisme s'installe sous le couvert de paritarisme»*. Comme quoi on peut gagner beaucoup d'argent même en étant nul en sciences naturelles, il suffit de savoir compter les sous, et là, Bébéar il est fort et bien renseigné, c'est sûrement question de motivation.

Il sait, par exemple, que le budget de l'UNEDIC est de 110 milliards de francs par an, et celui de l'Assurance Maladie de la Sécurité Sociale de 500 milliards. Il y a de quoi s'y intéresser et l'idée de Bébéar est très simple: il y a ce qui relève de la solidarité et il y a ce qui relève de l'assurance, ça c'est connu; pour le chômage, relèverait de la solidarité le *«chômage non conjoncturel»*, alors que le *«chômage conjoncturel»* relèverait de l'assurance de l'entreprise, c'est-à-dire des compagnies d'assurance, et l'assureur Bébéar déclare qu'il *«serait très motivé pour inciter l'entreprise à arbitrer en faveur de l'emploi (aménagement du temps de travail...)»*. Il a même calculé que le régime de solidarité coûterait 1,8% de C.S.G., même si on ne sait pas bien ce que c'est du chômage conjoncturel et du non conjoncturel.

Pour la santé, qui *«n'est pas un marché, mais l'assurance maladie en est un»* précise Bébéar, *«pourquoi ne pas traiter par la C.S.G. ce qui relève de la solidarité et par les organismes mis en concurrence ce qui relève de l'assurance?»*. Et c'est encore plus simple que pour le chômage puisque relèverait de la solidarité tous ceux qui ne pourraient pas se payer une assurance, et, selon les comptes de Bébéar, c'est 20% d'un côté et 80% de l'autre, c'est-à-dire 400 milliards pour les compagnies d'assurance et de préférence pour AXA.

Mais Bébéar, qui vitipère sur les 9,5% du PIB que représentent les dépenses de santé en France, n'a rien inventé avec l'assurance directe des entreprises pour leurs salariés auprès de compagnies privées, c'est le système américain, qui coûte 14% du PIB et qui exclut plus de 40 millions de personnes de toute protection sociale.

Soyons juste, un an après ces élucubrations, Bébéar vient d'y penser à ces *«exclus»*. Il vient même de fonder: *«L'Institut du mécénat humanitaire»*, dont il est le président et qui organise ses prochaines rencontres sur *«l'engagement de l'entreprise et de ses collaborateurs dans la Cité: un nouveau facteur de tonus social»*.

Le phtirius pubis humanitaire existe donc. Mais les travailleurs ne se laisseront pas pomper les milliards de francs de salaire différé qui leur appartiennent par des buveurs de sang. Salaire différé qu'ils ont mis plus d'un siècle à arracher à un capitalisme industriel qui, quelque parasite qu'il ait été et malgré la plus-value qu'il a fait suer à la classe ouvrière, a contribué à la production de biens de consommation et, par la force de la lutte des classes, a participé à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Ce qui n'est pas le cas du parasitisme financier, auquel appartient Bébéar, qui, aujourd'hui, remet en cause le système libéral lui-même.

Les travailleurs ne laisseront pas détruire leur système de protection sociale collective par de vulgaires morpions.

**Jean-Pierre PERCHÉ.**

**Post-Scriptum 1:** Il ne faut pas écarter l'hypothèse que la création d'une association du nom d'EDI SOCIAL ne soit une opération de même nature, mais d'une autre envergure. Association qui regroupe les organisations patronales du CNPF à l'UPA, les directions des organismes sociaux de la CNAM à l'UNEDIC, en passant par les caisses de retraites complémentaires, avec la *Fédération Française des Sociétés d'Assurances* et la *Fédération Nationale de la Mutualité Française*, dans le but de coordonner l'activité de l'ensemble du dispositif. Ce qui signifierait qu'au sein de cette association, le patronat pourrait remettre en cause unilatéralement ce qui aurait été décidé paritairement au sein des instances des organismes sociaux, au profit des assurances privées dont la mutualité de Davant. De là à leur rétrocéder le système de protection sociale, il n'y aurait qu'un pas.

**Post-Scriptum 2:** Dernière nouvelle, on y irait vers une fusion d'AXA et d'UAP, ce qui constituerait la plus importante compagnie d'assurance du monde, un parasite de 300 milliards de chiffre d'affaires, paraît-il. Et Bébéar en profite pour confirmer ses prétentions sur la Sécurité Sociale.

-----  
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.  
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste  
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.  
-----